



## Daily News 09 / 06 / 2021

Brussels, 9 June 2021

### **Procédures d'infraction du mois de juin: la Commission prend des mesures en vue d'une mise en œuvre complète, correcte et en temps utile du droit de l'Union dans l'intérêt des citoyens et des entreprises**

Pour aider les citoyens et les entreprises à pleinement profiter du marché intérieur, la Commission européenne est en dialogue permanent avec les États membres qui ne respectent pas le droit européen et, au besoin, ouvre des procédures d'infraction à leur égard. Les décisions prises aujourd'hui, dans le cadre des décisions régulières d'infraction, comprennent 83 lettres de mise en demeure. Plus précisément, il s'agit de 78 mises en demeure and 5 mises en demeure complémentaire, 86 avis motivés et d'un avis motivé complémentaire, et 9 renvois à la Cour de justice de l'UE, dont un renvoi au titre de l'article 258-260(3) du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE) et 8 au titre de l'article 258 du TFUE. Elle clôt également 239 dossiers en cours lorsque l'État membre concerné, en coopération avec la Commission, a résolu le problème et assuré le respect du droit de l'Union et que, dès lors, une saisine de la Cour de justice de l'Union européenne n'est pas nécessaire. Un résumé des principales décisions et les références aux communiqués de presse correspondants figurent [ici](#). Les aspects essentiels des procédures d'infraction de l'UE sont décrits [ici](#). (Pour plus d'informations: Dana Spinant – Tél.: +32 229 90150; Ewelina Juszczak – Tél.: +32 229 91745)

### **Feu vert du Parlement européen et du Conseil pour le Fonds social européen Plus**

Lors de sa session plénière hier, le Parlement européen a donné son approbation finale au règlement relatif au Fonds social européen Plus (FSE+) d'un montant de 99,3 milliards d'euros (en prix courants), suite à [l'accord politique](#) conclu en janvier et à [l'approbation du Conseil](#) en mai. Pour la période 2021-2027, le FSE+ restera le principal instrument de financement pour investir dans le capital humain. Les États membres peuvent utiliser ces fonds pour améliorer l'accès à l'emploi, créer davantage d'emplois et de meilleure qualité avec des conditions de travail équitables, soutenir les plus vulnérables, notamment les enfants menacés de pauvreté, et former les personnes afin qu'elles disposent de compétences adéquates pour la transition écologique et numérique. Le FSE+ soutiendra également les États membres dans leur progression vers les objectifs sociaux de l'UE pour 2030, définis dans le [Plan d'action sur le Socle européen des droits sociaux](#). Le commissaire à l'emploi et aux droits sociaux, Nicolas **Schmit**, a déclaré : « *Le Fonds social européen Plus est la preuve de notre engagement ferme de mettre les individus au premier plan. Le FSE+ maintenant approuvé apporte une réponse ambitieuse aux défis économiques et sociaux auxquels nous sommes confrontés. Il nous aidera à poursuivre notre investissement dans le capital humain, à soutenir l'emploi, l'inclusion sociale et les compétences. En plaçant les personnes au premier rang, nous pourrons mieux nous relever de la crise et maîtriser les transitions déjà en cours.* » Dans le cadre du nouveau FSE+, tous les États membres de l'UE investiront au moins 25 % de leurs ressources FSE+ dans l'inclusion sociale et au moins 3 % dans la lutte contre la privation matérielle. Les pays de l'UE dont le taux de jeunes sans emploi, éducation ou formation (NEET) est supérieur à la moyenne européenne devront consacrer au moins 12,5 % de leurs ressources FSE+ au soutien de l'emploi des jeunes. Les pays où le risque de pauvreté ou d'exclusion sociale des enfants est supérieur à la moyenne de l'UE doivent utiliser au moins 5 % de leurs ressources FSE+ pour lutter contre ce problème. Tous les autres États membres doivent allouer un montant approprié pour soutenir l'emploi des jeunes et lutter contre la pauvreté des enfants. Le règlement FSE+ devrait entrer en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2021 après sa publication dans le Journal officiel. Depuis 2014, le Fonds social européen (FSE) a soutenu plus de 33,4 millions de personnes à travers l'Union. Il a également permis d'amortir le choc de la pandémie, notamment en apportant un financement indispensable aux dispositifs de chômage partiel, aux mesures en faveur de l'emploi et à la formation des jeunes. Les États membres de l'UE avaient la possibilité de réaffecter les fonds de cohésion là où ils en avaient le plus besoin dans le cadre des initiatives [CRII et CRII+](#). Dans le cadre de [REACT-EU](#), le FSE devrait recevoir un complément d'environ 17,5 milliards d'euros, dont 1,2 milliard a déjà été approuvé par la

Commission européenne. (Pour plus d'informations: Marta Wieczorek – Tél.: +32 229 58197; Flora Matthaes – Tél.: +32 229 83951)

## **Pêche durable : la Commission fait le point sur l'avancée des progrès de l'UE et lance une consultation sur les possibilités de pêche pour 2022**

La Commission a adopté aujourd'hui la communication intitulée « [Vers une pêche plus durable dans l'Union européenne : état des lieux et lignes directrices pour 2022](#) ». Cette communication montre que, conformément aux objectifs du [Pacte vert européen](#), la pêche de l'Union européenne s'oriente vers une pêche plus durable, soutenant ainsi la transition vers un système alimentaire européen sain et respectueux de l'environnement tout en garantissant des sources de revenus durables pour les pêcheurs de l'Union. Les performances socio-économiques du secteur restent favorables, malgré la crise du coronavirus, notamment grâce au soutien immédiat de la Commission. Le commissaire Virginijus **Sinkevičius**, responsable de l'environnement, des océans et de la pêche, a déclaré : « *La pêche européenne se positionne sur la voie d'une utilisation encore plus durable de la mer. Et si la pandémie a durement touché nos communautés de pêcheurs, il se confirme que la durabilité environnementale est la clé de la résilience économique. La situation dans certains bassins maritimes requiert une attention particulière, mais nous devons également faire davantage pour réaliser les objectifs du Pacte vert européen dans tous nos bassins maritimes. Je compte sur chacun pour jouer pleinement son rôle.* » La communication appelle à de nouveaux efforts pour protéger les ressources marines, en maintenant des niveaux d'ambition élevés au sein de l'UE et en s'efforçant simultanément d'atteindre le même niveau de qualité dans la collaboration avec les pays hors de l'UE. Les États membres, les conseils consultatifs, le secteur de la pêche, les organisations non-gouvernementales et les citoyens intéressés sont invités à prendre part à une [consultation publique](#) jusqu'au 31 août et à exprimer leur avis sur les possibilités de pêche pour 2022. Vous trouverez plus d'informations dans le [communiqué de presse](#) et les [questions-réponses](#). (Pour plus d'informations: Vivian Loonela – Tél.: +32 229 66712; Daniela Stoycheva – Tél.: +32 229 53664)

## **Sustainable consumption: Six new companies join Green Consumption Pledge**

Six companies from leading sectors have joined the pilot phase of Green Consumption Pledge, the first initiative delivered under the [New Consumer Agenda](#) and in synergy with the [European Climate Pact](#), inviting people, communities and organisations to participate in climate action and build a greener Europe. The companies Ceconomy, Engie, Erste Group, H&M Group, Philips and Vêjo projektai Dancer bus will join the initiative, thus committing to accelerate their contribution to a green transition. The pledges have been developed in a joint effort between the Commission and companies. Their aim is to accelerate the contribution of businesses to a sustainable economic recovery and to build consumer trust in the environmental performance of companies and products. Commissioner for Justice and Consumers, Didier **Reynders**, said: "I welcome the commitments made by those six companies for concrete actions towards greater sustainable production and consumption, beyond what is required by EU law. This determination to step up climate action shows the kind of effort European consumers want to see. By now eleven companies are already participating in the Green Pledge and I am looking forward to even more in the future." The pilot phase of the Green Consumption Pledge will be completed by 2022, including an evaluation of the functioning of the Pledge. Tomorrow, Commissioner **Reynders** will welcome the six new companies at an event in which representatives of the European Parliament, of the EU consumer organisations BEUC and Euroconsumers as well as EU business organisations AIM and SMEUnited will participate. You can follow tomorrow's event [here](#). The pledges of the six participating companies will be available on this [webpage](#) after the event. (For more information: Christian Wigand — Tel. + 32 229 62253; Katarzyna Kolanko — Tel.: + 32 229 63444; Jördis Ferrolí — Tel.: + 32 229 92729)

## **Capital Markets Union: Commission publishes list of indicators to monitor progress and track developments in the EU's capital markets**

The European Commission has today published a [list of indicators](#) to help track developments of capital markets and measure progress achieved by the EU's Capital Markets Union (CMU) policy. These indicators will help identify whether certain rules need to be adjusted to boost Europe's capital markets or if new measures are required. Developing capital markets, and ensuring access to market financing, will be essential to help Europe recover from the economic crisis caused by COVID-19. The goal of the [Capital Markets Union \(CMU\)](#) is to create a single market for capital in Europe. Its aim is to get money – investments and savings – flowing across the EU for the benefit of consumers, investors and companies. The Commission put forward a [new CMU Action Plan](#) in September 2020 to address remaining issues. While some progress has been made since the CMU was launched, EU

capital markets remain largely fragmented. By tracking overall progress towards the key CMU objectives, the CMU indicators published today will complement evaluations and impact assessments of individual measures under the Action Plan. (For more information: Daniel Ferrie – Tel.: 32 229 86500; Aikaterini Apostola – Tel.: +32 229 87624)

### **State aid: Commission approves €800 million Italian scheme to support companies in context of coronavirus outbreak, as well as development and production of coronavirus-relevant products**

The European Commission has approved a €800 million Italian scheme to support companies affected by the coronavirus outbreak, active in Italy under 'Development Contracts' for the implementation of priority projects. The scheme was approved under several sections of the State aid [Temporary Framework](#). The aim of the scheme is to support companies affected by the coronavirus outbreak and provide incentives to companies for directing their activities to research and/or production of certain products that are crucial to address the coronavirus outbreak. The aid will take the form of: (i) direct grants and loans up to a maximum of €1.8 million per company and with an overall maximum nominal value equal to 45% of the eligible costs; (ii) direct grants for coronavirus-related research and development (R&D) projects, with a maximum allowable aid intensity equal to 80% of the eligible costs; (iii) direct grants and repayable advances for testing and upscaling infrastructures that contribute to the development of coronavirus relevant products, with a maximum allowable aid intensity equal to 75% of the eligible costs; and (iv) direct grants and repayable advances for the production of coronavirus-relevant products, with a maximum allowable aid intensity equal to 80% of the eligible costs. The Commission found that the Italian scheme is in line with the conditions set out in the Temporary Framework. The Commission concluded that all the measures are necessary, appropriate and proportionate to remedy a serious disturbance in the economy of a Member State, in line with Article 107(3)(b) TFEU, or to fight the health crisis, in line with Article 107(3)(c). On this basis, the Commission approved the aid measures under EU State aid rules. Executive Vice-President Margrethe **Vestager**, in charge of competition policy, said: "This €800 million Italian scheme will ensure liquidity support to companies affected by the coronavirus outbreak. At the same time, it will contribute to much needed research activities and products to respond to the coronavirus outbreak. We continue working in close cooperation with Member States to find workable solutions to mitigate the economic impact of the coronavirus outbreak, in line with EU rules." A full press release is available [online](#). (For more information: Arianna Podesta – Tel.: +32 229 87024; Giulia Astuti – Tel.: +32 229 55344; Maria Tsoni – Tel.: +32 229 90526)

### **State aid: Commission approves €170 million Finnish scheme to support uncovered fixed costs of companies affected by coronavirus outbreak**

The European Commission has approved a €170 million Finnish scheme to support uncovered fixed costs of companies affected by the coronavirus outbreak and by the restrictive measures that the Finnish government had to implement to limit the spread of the virus. The aid was approved under the State aid [Temporary Framework](#) and will take the form of direct grants. The beneficiaries must have suffered a turnover decline from 1 March 2021 until 31 May 2021, including parts of that period ('eligible period'), of at least 30 % compared to the corresponding period in 2019. The beneficiaries will be entitled to receive support amounting to a maximum of 70% of their uncovered fixed costs incurred in the eligible period. The scheme is open to all sectors except the financial sector and with the exclusion of companies active in the primary agricultural production, fisheries and aquaculture sectors. The Commission found that the Finnish scheme is in line with the conditions set out in the Temporary Framework. In particular, the aid (i) will not exceed €10 million per company, and (ii) will be granted no later than 31 December 2021. The Commission concluded that the measure is necessary, appropriate and proportionate to remedy a serious disturbance in the economy of a Member State, in line with Article 107(3)(b) TFEU and the conditions set out in the Temporary Framework. On this basis, the Commission approved the measure under EU State aid rules. More information on the Temporary Framework and other actions taken by the Commission to address the economic impact of the coronavirus pandemic can be found [here](#). The non-confidential version of the decision will be made available under the case number SA.63205 in the [State aid register](#) on the Commission's competition website. (For more information: Arianna Podesta – Tel.: +32 229 87024; Giulia Astuti – Tel.: +32 229 55344; Maria Tsoni – Tel.: +32 229 90526)

### **Mergers: Commission clears the merger of Total Produce and Dole**

The European Commission has approved, under the EU Merger Regulation, the merger of Total Produce Plc of Ireland and DFC Holdings LLC ('Dole') of the U.S. Both companies are active in the

fresh produce supply industry. Total Produce is an importer and distributor, while Dole is a producer and distributor of fresh fruit and vegetables. The Commission concluded that the proposed merger would raise no competition concerns, as Total Produce already had joint control over Dole and the Commission reviewed and accepted a set of remedies on [that transaction](#). This transaction was examined under the simplified merger review procedure. More information is available on the Commission's [competition](#) website, in the public [case register](#) under case number [M.10204](#). (For more information: Arianna Podesta – Tel.: +32 229 87024; Maria Tsoni – Tel.: +32 229 90526)

## ANNOUNCEMENTS

### **Vice-President Šuica and Commissioner Schmit to speak at high-level event on European Child Guarantee on 10 June**

Tomorrow, Vice-President for Democracy and Demography, Dubravka **Šuica**, and Commissioner for Jobs and Social Rights, Nicolas **Schmit**, will attend the online high-level event '[Making the European Child Guarantee a Reality](#)'. The Commission's proposal for a Council Recommendation establishing a [European Child Guarantee](#), which was presented alongside the [EU Strategy on the Rights of the Child](#) on 24 March, sets out concrete policy measures for Member States to provide equal opportunities for children at risk of poverty or social exclusion by guaranteeing access to a set of key services for children in need. In preparation of this proposal, the Commission partnered with UNICEF to test how a child guarantee can work in practice in seven Member States. At the event on Thursday, co-organised with the Portuguese Presidency of the Council of the EU and UNICEF, participants from Member States, the Commission and UNICEF will share experiences from the first year of the pilot projects and look ahead to the implementation of the European Child Guarantee which the Council is expected to adopt at the [upcoming EPSCO meeting on 14 June](#). The event can be followed via livestream [here](#) and [here](#). (For more information: Marta Wiecezorek – Tel.: +32 229 58197; Daniel Ferrie – Tel.: +32 229 86500; Flora Matthaes – Tel.: +32 229 83951)

### **Commission co-hosts High-level roundtable meeting to address the humanitarian emergency in Tigray, Ethiopia**

Tomorrow, on 10 June, the European Commission and USAID will hold a virtual high-level roundtable meeting to discuss the deteriorating humanitarian and human rights crisis in Tigray, Ethiopia. Since the conflict started seven months ago, two million people have been forced to flee their homes for safety. Furthermore, over five million people today are in need of most essential emergency aid and protection. Yet despite continuous calls for immediate and unfettered humanitarian access the delivery of assistance remains restricted, and violence against civilians as well as destruction of hospitals, schools and religious buildings continues. Grave human rights and international humanitarian law violations continue to be reported, including starvation bringing the people of Tigray to the brink of survival. This high-level roundtable meeting intends to highlight the enormous humanitarian emergency unfolding in the region, which has the potential of reaching tragic dimensions of human suffering not seen in decades. The European Commission and USAID will foremost seek to mobilise bolder and concerted response by the international community in order to meet enormously growing humanitarian needs, ensure respect for International Humanitarian Law and prevent further atrocities against the civilians. The high-level event will be co-hosted by Janez **Lenarčič**, Commissioner for Crisis Management, Jutta **Urpilainen**, Commissioner for International Partnerships, and Samantha Power, Administrator of the United States Agency for International Development. A high-level panel discussion with representatives of humanitarian agencies and NGOs will also take place that day. The meeting starts at 14:30 CEST and can be followed live [here](#). (For more information: Balazs Ujvari - Tel.: +32 229 54578; Daniel Puglisi - Tel.: +32 229 69140)